

si le parti libéral était porté au pouvoir, il adopterait, en moins de deux ans, un nouveau drapeau. La deuxième, c'est lorsqu'il a annoncé, avant même d'avoir arrêté son choix sur le modèle de drapeau qu'il présenterait, que la question déciderait du sort du gouvernement. Il faisait cette déclaration une semaine seulement après avoir dit que les députés seraient libres de voter comme ils l'entendraient. Comme chacun le sait, bien entendu, ce procédé a effectivement freiné tout vote à la Chambre des communes. La troisième erreur a été commise lorsqu'il a dit à la Chambre des communes qu'il y aurait un débat approfondi sur le drapeau, avec priorité absolue sur tous les autres articles figurant à l'ordre du jour. La quatrième erreur a été de présenter un projet de résolution divisé, de sorte qu'il a offert à la Chambre non pas un seul drapeau officiel, mais deux.

Le journal résume ainsi la situation:

Ces quatre erreurs créeront vraisemblablement des difficultés très grandes pour le gouvernement Pearson, pour le Parlement et pour la nation.

En forçant le Parlement à s'occuper de son drapeau teinté de politique, drapeau né dans la hâte et ne laissant place à aucun compromis, il a commis, je crois, un des actes les plus provocateurs jamais perpétrés par un premier ministre du Canada. Que la question soit ou non menée jusqu'à sa conclusion ultime, l'unité canadienne en aura souffert.

La seule explication pour cette hâte inconvenante est qu'elle fournit au gouvernement une diversion pour couvrir ses échecs et l'inaptitude du ministère à organiser et adopter comme il convient un programme législatif logique. Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, le gouvernement libéral a, dans ce domaine, essuyé un échec absolu et attristant. On a présenté à grand bruit une série de mesures législatives mal conçues et mal organisées, mais parce qu'elles n'ont pu résister à l'examen critique d'une opposition en éveil, elles ont été soit retirées, soit abandonnées, soit révisées.

Nous n'avons pas besoin de revenir sur le fisaco qu'a suscité le «budget Gordon», aujourd'hui complètement discrédité. Nous n'avons qu'à songer au régime de pension du Canada. Je suis heureux de voir que le ministre est présent à la Chambre cet après-midi et qu'il écoute, car nous en sommes maintenant, si je ne me trompe, à la troisième révision du régime de pension du Canada.

**L'hon. Mlle LaMarsh:** Trois de plus que les conservateurs.

**M. Muir (Lisgar):** Nous en aurons peut-être trois autres, si le gouvernement continue à agir comme il l'a fait. Puis, il y a eu évidem-

[M. Muir (Lisgar).]

ment le projet de loi concernant le remaniement de la carte électorale. Qu'est-il advenu de ce projet de loi?

**M. l'Orateur suppléant:** A l'ordre! J'hésite à interrompre l'honorable député mais je me demande si, en parlant des travaux de la Chambre, il traite vraiment de la question dont nous sommes saisis, c'est-à-dire celle du drapeau. J'aimerais qu'il en tienne compte en poursuivant ses observations.

**M. Muir (Lisgar):** Je vous dirai bien respectueusement, monsieur l'Orateur, que je signale toutes ces choses pour montrer que le gouvernement sabote délibérément son propre programme législatif en soumettant cette question du drapeau à la Chambre alors que nous devrions examiner d'autres questions. Si vous voulez bien me permettre de consacrer encore quelques instants à ce sujet, j'aimerais signaler que le projet de loi concernant le remaniement de la carte électorale a été retiré pour la même raison que d'autres mesures législatives, et peut-être pourrait-on retirer celle qui concerne le drapeau parce qu'elle n'a pas été soumise à la Chambre d'une façon régulière.

Les membres de l'opposition officielle avaient dit que certains éléments du projet de loi sur le remaniement de la carte électorale leur semblaient acceptables, mais le gouvernement a conclu un accord avec l'un des petits groupes et accepté un amendement qui a été proposé par ce groupe et qui était tout à fait inacceptable aux yeux de l'opposition officielle. Nous n'avons plus entendu parler du projet de loi concernant le remaniement de la carte électorale.

**M. Byrne:** Obstruction!

**M. Muir (Lisgar):** Je parlerai de cette question d'obstruction avant d'avoir fini. C'est le gouvernement qui fait de l'obstruction, pas l'opposition. (*Exclamations*)

**M. Mandziuk:** Une obstruction par le silence.

**M. Muir (Lisgar):** Ce sont là seulement certains indices qui nous montrent que le gouvernement a désespérément besoin de faire oublier ce que, sans ses graves conséquences pour le bien-être de la nation, on pourrait décrire comme une comédie des erreurs. J'aimerais citer ce qu'un journaliste d'Ottawa, qui était présent à la tribune des journalistes tout à l'heure, a écrit à cet égard. Sous le titre «Les libéraux veulent des élections» voici ce qu'il a écrit:

A mon avis, ce qui explique la situation actuelle, c'est que les stratèges libéraux veulent décréter d'autres élections cet automne. Mais ils savent que ce serait injuste et très tellement mal vu au pays, ils essaient donc de faire croire que l'opposition conservatrice pousse aux élections.